



Réflexions autour de l'ouvrage de Frédéric Lordon (<i>Bernard Blavette</i>).....	2
Transition process <i>Bernard Blavette</i>).....	5
Une économie équitable est-elle possible ? (<i>Elie Prévéral, de l'association Minga</i>).....	5
Agenda ; Organisation d'Attac 92.....	6

Indignons-nous !

N'attendez pas pour régler votre cotisation 2011 !

L'année 2011 sera marquée par de nombreux événements au cours desquels Attac doit avoir les moyens d'agir et de fédérer, et nous aurons plus que jamais besoin de moyens pour notre association, dont le financement est constitué pour plus de 95 % des cotisations et dons versés par ses adhérents.

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

Faites adhérer à ATTAC !

A ATTAC, on peut même se marrer

Militer à ATTAC, c'est connaître des gens d'horizons divers, porteurs d'une même révolte et de multiples espoirs, c'est réfléchir et rire ensemble, partager les spécialités locales, bio et moins bio, parfois même faire la fête !

Le prochain numéro paraîtra début mars

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Vous souhaitez abonner des parents, des amis ? Il vous suffit de nous le demander.

« Indignez-vous ! », nous exhorte Stéphane Hessel. Il y a en effet de quoi. Malgré sa crise, le néolibéralisme va de l'avant : l'Union européenne s'apprête à graver dans le marbre des traités européens les plans d'austérité, posés comme condition des aides aux Etats en difficulté. Faire payer par les citoyens la crise provoquée par la finance, tout en acceptant l'emprise de cette dernière devient une loi fondamentale de l'Union. Plus qu'un aveu d'impuissance, c'est un choix politique grave de la part des chefs d'Etat ou de gouvernement qui, lors du sommet européen de décembre, ont décidé une révision du traité de Lisbonne en catimini. Il nous faut dès maintenant réclamer une consultation populaire, dénoncer cette nouvelle étape du néolibéralisme européen et mettre en avant, à nouveau, l'Europe que nous voulons. Des mouvements importants contre les plans d'austérité se multiplient dans les pays européens, mais nous avons également besoin de construire une dynamique commune à l'échelle européenne. C'est dans cet esprit que **les Attac d'Europe** organiseront leur **université d'été à Fribourg en août prochain** et nous appelons tous les adhérents et participants à y participer.

Nous le savons, la **réforme des retraites** est un élément clé du vaste plan d'austérité qui se met en place en France. Malgré le vote de la réforme, imposée par le gouvernement au mépris de la volonté populaire, le mouvement des retraites a sans conteste remporté une **victoire idéologique** qui laissera des marques dans la société française. Il ne pourra rester sans lendemain : Attac, avec ses partenaires s'attachera à tirer le bilan de ce mouvement et à construire un véritable **projet alternatif**, dans le cadre d'Etats généraux. Nous nous préparons également à riposter contre un nouveau recul des droits à la retraite en 2013 si le changement de système prévu par la récente loi est entrepris.

Face à ces attaques brutales, une des façons de réagir en 2011 sera de nous mobiliser massivement face aux G8 et G20 pendant la présidence française. Attac a pris l'initiative, avec le CRID, d'une coalition pour des **mobilisations citoyennes à l'occasion du G8 (juin 2011 à Deauville) et du G20 (novembre 2011 à Cannes)**. Après la réunion de Séoul en novembre dernier, les mouvements internationaux nous passent le relais pour dénoncer l'illégitimité de ces directoires mondiaux et l'échec de leurs politiques.

Si les décisions du sommet de Cancun sur le réchauffement climatique sont très loin de répondre aux défis de la crise écologique, le **sommet de Johannesburg fin 2011** et de sommet de la Terre Rio +20 en 2012 seront l'occasion de poursuivre la construction des rapports de force nécessaires pour une véritable justice écologique.

L'année 2011 sera marquée par une autre échéance importante : le **forum social mondial de Dakar en février**. Des dizaines de milliers de délégués, représentant les mouvements sociaux d'Afrique et de tous les continents, prouveront à nouveau qu'un autre monde est nécessaire et possible. Les Attac d'Afrique jouent déjà un rôle important dans l'organisation de ce FSM, et des délégations des Attac du monde entier sont attendues.

C'est sur ces futures mobilisations internationales qu'Attac a tenu son assemblée générale annuelle et ses assises les 20 et 21 novembre 2010 à l'Université de Nanterre. Cette réunion a confirmé le **dynamisme retrouvé de notre association** : pour la première fois depuis des années, le nombre de nos adhérents augmente en 2010, frôlant aujourd'hui les 10000.

*2011 s'annonce comme une année de mobilisations internationales importantes et comme une occasion de **renouer avec les fondements de l'altermondialisme** : l'articulation entre le local et le global, le fossé entre la dégradation de notre vie quotidienne et de notre environnement, la montée de la précarité et des inégalités d'un côté, et les décisions des institutions internationales de l'autre.*

Le texte ci-dessous n'est pas un simple résumé de l'ouvrage du sociologue Frédéric Lordon. Il s'agit en fait, à partir des considérations techniques du chercheur, d'esquisser un panorama historique et concret des phénomènes d'aliénation et de domination auxquels notre espèce est soumise, et de tenter de définir les moyens d'une prise de conscience qui constituerait le premier pas sur la voie d'une éventuelle libération.

Il faut se rendre à l'évidence : toutes les tentatives de transformation sociale ont à ce jour échoué. Les grandes révolutions françaises, russes, chinoises, ont bien mis à bas des régimes détestables, mais pour les remplacer aussitôt par d'autres formes de domination. Bien sûr les multiples luttes sont parvenues à arracher des libertés nouvelles et significatives : droit de grève, liberté d'association et de se réunir en syndicats, droit à la retraite... Mais ces avancées sont toujours précaires, susceptibles d'être remises en question en fonction des rapports de force comme nous le réalisons aujourd'hui.

Face à ce terrible constat, nombreux sont ceux qui baissent les bras, tels ces voyageurs épuisés qui se laissent tomber dans la neige pour y trouver l'oubli d'une mort douce. En résultent désespoir, indifférence, cynisme.

D'autres, plus tenaces mais déjà beaucoup moins nombreux, poursuivent le combat traditionnel de grèves en manifestations pour des résultats décevants comme vient de nous le démontrer une fois de plus l'échec de la récente mobilisation sur les retraites.

D'autres enfin, pour l'instant une petite minorité, s'interrogent à la recherche d'une nouvelle radicalité pour éclairer l'action. Une radicalité qui ne se traduirait pas seulement par ces vaines gesticulations que savent si bien mettre en scène syndicats réformistes et partis politiques déliquescents, mais qui reposerait sur une compréhension « à la racine » des phénomènes de domination et de servitude, tant il est vrai que l'on ne peut combattre efficacement que ce que l'on conçoit parfaitement.

C'est ici que prend place l'ouvrage de Frédéric Lordon : au fil de la lecture se développe, comme en cinémascope, l'immense fresque de l'aliénation universelle, ses mécanismes, ses ruses, mais aussi ses points faibles et l'espoir qui demeure.

Pour son analyse Lordon se fonde sur la philosophie de Spinoza (1632-1677) exposée dans son « Ethique » et que l'on peut très schématiquement résumer en trois propositions complémentaires :

1 – Tous les êtres humains sont gouvernés par la volonté farouche de « persévérer dans leur être » ou conatus (du verbe conor, entreprendre). Le conatus c'est la vie, la force même d'exister, de désirer et de s'activer à la poursuite de ses objets de désir. Par essence le conatus ne connaît pas de limite sauf celle d'une force qui viendrait le contrecarrer, l'action d'un conatus antagoniste. Aujourd'hui ceci peut s'appliquer aussi aux différents formes d'organisations : états, partis politiques, entreprises...

2 – Les êtres humains sont soumis à la tyrannie des passions et des désirs (ou affects dans la terminologie de Spinoza) qui leur dicte leur comportement. Sa vie passionnelle s'impose à l'homme pour le meilleur ou pour le pire et nos désirs sont nos chaînes : « *J'appelle Servitude l'impuissance humaine à diriger et à réprimer les affects ; soumis aux affects l'homme ne relève pas de lui même mais de la fortune* » (c'est à dire du hasard) déclare Spinoza dans la quatrième partie de son Ethique.

3 – Chacun d'entre nous possède, ou plutôt est possédé par des désirs et des passions qui ne résultent pas d'un choix personnel, mais des événements, expériences, sensations qui ont jalonné sa vie. Ainsi chez Proust, Swann tombe amoureux d'Odette parce qu'elle lui rappelle un personnage d'une fresque de Botticelli. Il faut ajouter à cela les effets de mimétisme : j'aime cela parce que les autres aiment, je vais acheter ceci parce que tout le monde le juge utile.....

Chocs des conatus antagonistes, violence des passions, événements incontrôlables qui nous affectent de manière décisive, l'être humain est ici une marionnette prise comme dans le ballet aléatoire des particules élémentaires, privé de toute liberté de décider et d'agir par lui-même. Bien entendu cette philosophie a valu à Spinoza d'être excommunié par toutes les Eglises de son temps, d'être forcé à une vie de reclus.

Pourtant force est de reconnaître que **la pensée Spinoziste rend bien compte d'une réalité que nous expérimentons tous les jours**, et contrairement à une vision naïve les phénomènes de domination n'ont pas commencé avec le capitalisme et ne s'achèveront pas avec lui. Mais il est parvenu, surtout dans sa version néo-libérale contemporaine, à tirer parti de la confusion dans laquelle nous nous débattons pour asseoir un pouvoir global qui s'étend sur l'ensemble de la planète et qui contrôle la presque totalité de nos existences. Nous vivons non seulement dans une économie capitaliste, mais aussi dans une société capitaliste.

Frédéric Lordon va alors se concentrer sur les deux piliers qui soutiennent toute l'infrastructure du système : l'entreprise et la généralisation du salariat.

Au fond qu'est ce qu'une entreprise et comment naît-elle ? La réponse est au départ très simple : il y a création d'entreprise lorsque quelqu'un souhaite produire quelque chose, un bien, un service, ou même une œuvre culturelle, film, pièce de théâtre... Mais les choses commencent à se compliquer par le fait que la personne désirante peut rarement réaliser ses projets toute seule. Elle est donc forcée d'enrôler, de capturer, un certain nombre d'individus pour les faire participer à la réalisation de son désir et cela de gré ou de force : c'est ce que l'on appelle le salariat. Le patron dispose de deux moyens pour asseoir son pouvoir, moyens qui sont à la source de l'aliénation capitaliste : simplement énoncé le bâton et la carotte.

L'usage de la force, le bâton, se fonde sur le chantage à la reproduction matérielle-biologique. Comme l'a déjà finement analysé Marx, le travailleur, celui qui n'a que la force de ses bras ou les capacités de son cerveau pour acquérir le salaire qui lui permettra de vivre (ou simplement de survivre) va se trouver en situation de totale dépendance, d'**aliénation** absolue, vis à vis de son employeur qui est pour lui le seul pourvoyeur d'un revenu monétaire. C'est la situation qui va prévaloir tout au long de la révolution industrielle du XIXe siècle, la « capture » des travailleurs s'effectuant dans un climat de violence

extrême. Que l'on se souvienne simplement de l'affaire dite « des enclosures » qui se déroula en Angleterre pendant une large partie du XIXe siècle et que relate l'économiste Karl Polanyi dans son ouvrage fameux « La grande transformation ». La révolution industrielle bat son plein et les nouvelles usines manquent de main d'œuvre. Comment inciter les paysans à se faire embaucher dans l'industrie ? Tout simplement en supprimant les champs communaux indispensables aux petits fermiers pour faire paître leurs troupeaux. Ces terres vont donc être privatisées, vendues et clôturées (d'où la dénomination de loi sur les enclosures). Les résultats seront terribles et jamais le terme de capture n'a été mieux approprié : des milliers de paysans pauvres seront forcés d'immigrer vers les villes et les ateliers. Déracinés, désorientés, ils formeront pendant des années une main d'œuvre docile dont Charles Dickens dénoncera les conditions de vie misérables.

Mais **les temps évoluent, la classe ouvrière s'organise**, arrivent la révolution russe de 1917, la grande peur de la bourgeoisie de l'époque, la crise de 1929 qui semble annoncer l'effondrement du capitalisme, le Front Populaire en France... Une fois de plus il va falloir (presque) tout changer pour que rien ne change suivant la belle phrase de Giuseppe Tomasi dans son livre *Le guépard*. En liaison avec le New Deal de Roosevelt, le Fordisme va ouvrir à la classe ouvrière l'accès à la consommation et ériger les premiers autels dédiés au culte de la marchandise. Cependant, l'intermède de la seconde guerre mondiale et du nazisme avec lequel une grande partie de la bourgeoisie (notamment française) collaborera par peur de la révolution communiste ⁽²⁾ va dès la fin du conflit installer un rapport de force plutôt favorable aux dominés. C'est la période dite des « Trentes Glorieuses » dont les avancées sociales (retraites par répartition, sécurité sociale...) sont fondées en France sur le programme du **Conseil National de la Résistance** au prestige alors inattaquable. La multitude, tout au moins dans les pays riches, va acquérir un niveau de bien-être probablement inégalé dans l'histoire, mais l'erreur sera de penser cela comme irréversible. Sous la pression du confort, de la fascination naissante pour la marchandise, du désir purement hédoniste de « jouir sans entrave », on assiste à un affaiblissement de notre intelligence collective, à un rétrécissement de notre imaginaire, et les peuples vont oublier que leur situation enviable n'est que le résultat provisoire d'une victoire partielle et fragile.

Très vite **le capitalisme va repartir à l'offensive** pour tenter de regagner le terrain concédé, restaurer les profits et les privilèges écornés. Dès les années 60 l'économiste *Milton Friedman* et ses « Chicago boys » vont théoriser la révolution conservatrice et l'actuel capitalisme néo-libéral qui sera ensuite mis en œuvre par *Ronald Reagan* et *Margaret Thatcher*. L'effondrement de toutes perspectives socialistes à l'est leur facilitera grandement la tâche.

Lorsqu'un conatus ne rencontre que peu ou pas de résistance il s'oriente inmanquablement vers un délire d'illimitation et le nouveau capitalisme néo-libéral ne fera pas exception à la règle. A partir du début des années 80 l'offensive sera foudroyante, comparable métaphoriquement à la « Guerre éclair » de l'armée allemande en 1940, et le Mouvement Social connaîtra le goût de la débâcle. **En quelques années les principales conquêtes sociales vont être peu à peu vidées de leur contenu sur l'ensemble de l'Europe et la pauvreté fera un retour en force.**

Comment expliquer la quasi-absence de réaction des peuples, la difficulté à mobiliser pour défendre des droits pourtant considérés comme fondamentaux ?

C'est que **les méthodes de la domination ont évolué** avec l'avènement de ce « Nouvel Esprit du Capitalisme » décrit par les sociologues *Eve Chiapello* et *Luc Boltanski* ⁽³⁾. En fait le bâton va partiellement s'effacer devant la carotte, et pour utiliser le vocabulaire de Spinoza le capitalisme va s'efforcer de gommer les « affects tristes » constitué par la suggestion au travail indispensable à la simple survie, pour les remplacer par des « affects joyeux » que sont la perspective de « se réaliser » à travers son activité professionnelle, de pouvoir consommer toute la « verroterie » que la société d'hyper consommation met à la disposition du salarié méritant.

Un tel renversement de méthodes n'est pas chose aisée et l'oligarchie dominante a dû s'adjoindre le concours de nombreux spécialistes en sciences humaines qui, en violation de tous les principes éthiques qui devraient s'attacher à leurs recherches, élaboreront jour après jour les nouvelles méthodes de management, les stratégies de communication et de publicité (autant dire de propagande), le déroulement des campagnes électorales destinées à faire élire des comparses dans le cadre d'un simulacre de démocratie. On ne peut ici que regretter l'aveuglement des acteurs du mouvement social, et plus particulièrement des syndicats de salariés, qui ont trop souvent considéré les sciences de l'homme comme des élucubrations d'intellectuels bourgeois, se privant ainsi de précieux instruments d'analyses ⁽⁴⁾.

Cette mutation du capitalisme, Marx ne l'avait pas envisagée, mais la pensée de Spinoza permet d'en rendre compte, et malgré le paradoxe temporel on peut dire que Spinoza nous aide à compléter Marx.

Les théoriciens du management savent fort bien que l'homme est un être de désir et la main dans la main avec les publicitaires, ces désirs, ils vont les susciter à l'infini en jouant notamment sur les phénomènes de mimétisme ⁽⁵⁾. Les salariés vont allègrement tomber dans le piège qui leur est tendu et permettre ainsi la mobilisation totale, l'engagement illimité au service de l'entreprise. Cette dernière va devenir le carrefour de tous les phantasmes de réussite personnelle, d'aventure vers la perfection (zéro défaut, qualité totale) et les objectifs d'augmentation de la productivité se mêler au culte de la performance sportive célébrée *ad nauseam* par les médias. L'embrigadement est aussi facilité par une évolution dont Marx n'avait pas prévu toute l'importance, l'allongement de la chaîne hiérarchique avec l'apparition de ces salariés atypiques coinés entre la direction et le personnel d'exécution et plus susceptibles de s'identifier joyeusement aux désirs dominants : **les salariés cadres**. Chaque niveau d'encadrement va alors faire pression sur le suivant et constituer ainsi une véritable chaîne d'aliénation sans que la direction ait à intervenir directement. Cette dernière se contentera de fixer les objectifs, le « challenge » dicté par le désir jamais assouvi de profit maximum et la nécessité de contrer les conatus antagonistes, la concurrence.

On ne peut enfin éviter de mentionner ici le stupéfiant paradoxe, l'incroyable compartimentage que fait naître la figure du consommateur émergée de celle du salarié : « **nul ou presque ne fait le lien entre ce qu'il reçoit comme avantages en tant que consommateur et ce qu'il souffre de sujétions supplémentaires en tant que salarié** » ⁽⁶⁾.

Le capitalisme est donc passé maître dans l'art de « faire faire », d'organiser la sujétion joyeuse qui permet d'exiger des salariés un alignement optimum sur le « désir-maître » des dominants. Cette domination réussie est celle à laquelle on s'habitue, qui devient invisible tant elle semble naturelle. Cependant le consentement des dominés n'est jamais total, mais la main de fer camouflée dans le gant de velours n'est pas très loin pour remettre à la raison les récalcitrants, ceux que l'on estime dangereux ou inadaptés. En effet le chômage de masse et la déréglementation permettent de réaliser un vieux rêve patronal : obtenir une « liquidité » en matière de gestion des ressources humaines identique à celle que l'on connaît en bourse sur le marché des actions. Ce qui veut dire que l'on peut embaucher et licencier avec la même facilité que l'on achète ou vend des titres, en fonction des circonstances et des intérêts du moment. La panique de se retrouver exclus du « banquet » pour lequel ils sont conditionnés jour après jour, la perspective de ne pouvoir honorer les traites de l'emprunt contracté sur 20 ans afin d'entrer dans la confrérie des « propriétaires » ont de quoi dissuader d'éventuels rebelles.

A la lecture de ces considérations comment peut-on encore s'étonner de la filiosité des peuples, de la difficulté à mobiliser la multitude ? Mais l'on s'étonnera par contre une fois encore de l'aveuglement persistant des syndicats chargés de défendre les droits des salariés qui n'ont pas vu venir les transformations du capitalisme, qui n'en ont toujours pas tiré les enseignements indispensables pour la conduite de l'action.

Alors comment sortir du cercle infernal de la servitude ? Comment se libérer de la tyrannie des désir incontrôlés ? Comment maîtriser la confrontation des conatus antagonistes ? Loin d'être une philosophie du renoncement, la pensée de Spinoza nous donne une réponse, un chemin escarpé, exigeant, mais probablement incontournable : l'extension du domaine de la raison.

La première étape de cette longue marche exige une prise de conscience de l'aliénation universelle et de sa captation par le capitalisme. La prise de conscience ne résout pas à elle seule les problèmes, mais elle peut susciter ce que Spinoza nomme « indignation » capable de faire basculer les sujets coalisés dans la révolte. La révolte individuelle est de peu d'intérêt, incapable de changer la face de la société. Mais la révolte collective démultiplie la puissance de la multitude, lui permet d'opérer de grands bouleversements et la prépare à la deuxième étape.

Car comme nous l'avons constaté par le passé le renversement du capitalisme n'implique pas la fin de l'aliénation, il nous faut donc inventer la suite. La suite, seul l'effet formateur d'une action collective de grande ampleur peut nous aider à l'écrire ensemble, car comme le souligne Spinoza « ...les hommes, en tant qu'ils vivent sous la conduite de la raison, sont suprêmement utiles aux hommes »⁽⁷⁾. La suite de la longue marche, on peut l'appeler « Démocratie radicale », on peut aussi la nommer Communisme, peu importe. Mais ce qui est sûr c'est que son émergence reposera sur une non-rivalité généralisée qui, nous sauvant de la domination du « désir-maître », fera que les hommes « ne poursuivent rien pour eux-mêmes qu'ils ne désirent aussi pour les autres »⁽⁸⁾.

Bien sûr ces considérations peuvent paraître totalement utopiques à l'aune de la société présente, mais n'oublions pas que comme le remarque fort justement Lordon « on n'a effectivement pas le pouvoir qu'on imagine ne pas avoir »⁽⁹⁾. Car, étrangement, certaines solutions sont déjà à l'œuvre sous nos yeux et nous ne savons pas les voir. Par exemple pour ceux qui ont du mal à se représenter ce que pourrait être une société sans salariat, où l'entreprise ne serait plus cet espace de non-droit que nous connaissons actuellement, nous rappellerons toute la richesse de potentialités inexploitées que recèle le **secteur coopératif** dans lequel la répartition des plus-values s'effectue entre les coopérateurs avec un différentiel très faible, et où chaque membre dispose d'un pouvoir égal quel que soit le montant de son apport financier. De telles entreprises existent déjà à une échelle significative comme la société coopérative espagnole Fagor qui produit du matériel électroménager et rassemble plus d'un millier de coopérateurs.

Des opportunités existent, à nous de nous en saisir, de les diffuser, de les faire prospérer. Si nous voulons contribuer à l'émergence d'un monde nouveau, il revient à chacun d'ouvrir son imaginaire, de participer, de s'engager, de faire en sorte « d'être le plus nombreux possible, à penser le plus possible »⁽¹⁰⁾.

(1) : Frédéric Lordon est directeur de recherche au CNRS. Il fait partie de ces jeunes chercheurs formés par Pierre Bourdieu qui développent une transversalité féconde entre sociologie, philosophie et économie politique.

(2) : Voir les deux ouvrages de l'historienne Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite* (2006) et *De Munich à Vichy : l'assassinat de la IIIe République* (2008), Ed. Armand Colin.

Voir aussi l'une des photos les plus emblématique du pacte entre l'occupant nazi et la bourgeoisie française : la poignée de main échangée par Hitler et Louis Renault, patron des usines d'automobiles (nombreux documents consultables à la section des archives de la bibliothèque Lando wski à Boulogne-Billancourt).

(3) : *Le nouvel esprit du capitalisme* – Eve Chiapello et Luc Boltanski – Ed. Gallimard (2000).

(4) : Voir le beau film de Pierre Carles autour de l'œuvre du sociologue Pierre Bourdieu « La sociologie est un sport de combat » (2001).

(5) : Pour approfondir ce point important lire « Les lois de l'imitation » du sociologue et statisticien Gabriel Tarde (1834– 1904) – Nouvelle édition Seuil / *Les empêchements de penser en rond* (2001). Tarde prolonge la pensée spinoziste en lui procurant notamment un fondement statistique. On résumera l'ouvrage d'une phrase lourde de sens « N'avoir que des idées suggérées et les croire spontanées : telle est l'illusion de l'homme social » (p.137).

(6) : *Capitalisme, désir et servitude* p.50/51.

(7) : *Ethique* – livre IV, proposition 37.

(8) : *Ethique* – Livre IV, proposition 18.

(9) : *Capitalisme, désir et servitude* p.168.

(10) : Etienne Balibar – *Spinoza et la politique* p.137 – PUF – 1985.

ATTAC 92 recherche pour son site web <http://local.attac.org/attac92/> sous spip: - soit un administrateur web / webmestre connaissant de préférence SPIP ; - soit un rédacteur web : pas de connaissances informatiques particulières nécessitées, les débutants sont bienvenus ! Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec attac92@attac.org.

Il me semble que l'idée de **décroissance** constitue aujourd'hui la seule alternative sérieuse au système dominant, et cela malgré toute son incomplétude, ses zones d'ombre, ses interrogations. Elle repose en effet sur une notion fondamentale : la diminution de nos besoins, de nos désirs, largement artificiels. Or comme l'explique brillamment *Frédéric Lordon* dans son dernier ouvrage (*Capitalisme, désir et servitude* – Ed. La Fabrique) « nos désirs sont nos chaînes » qui nous obligent à une quête perpétuelle pour obtenir l'argent, « ce concentré de tous les désirs ». Nous sommes donc totalement soumis « aux fournisseurs d'argent » que sont les patrons dans le cadre du salariat, le système bancaire à travers les emprunts, bref à l'idéologie capitaliste en général. Désirs et liberté sont donc inversement proportionnels : plus nous prenons de recul par rapport à nos désirs, moins nous dépendons du Système, plus nous gagnons en autonomie, en liberté, en résilience (voir plus loin).

Je vous expose cela car on peut placer le « Transition Process » dans l'orbite des Objecteurs de Croissance français, mais il s'agit selon moi d'une pensée plus organisée, à la fois globalisante et ouverte. En voici un bref résumé.

En 2005 au Royaume-Uni, dans la ville de Totnes (8000 habitants), dans le comté de Devon, est créé le **mouvement des Villes en Transition** (Transition Towns ou TT) à l'initiative de Rob Hopkins, enseignant-chercheur en permaculture (il s'agit en quelque sorte d'une science nouvelle qui s'attache à l'étude, la conception, et l'élaboration de sociétés écologiquement soutenables, socialement justes et économiquement viables). Cette initiative se fonde sur la notion de résilience qui, en psychologie, désigne la capacité d'une personne à surmonter un choc (deuil, séparation...) sans s'effondrer. Les militants de la résilience appliquent ce concept aux groupes humains afin de faire face aux chocs multiples que nous allons probablement subir : fin de l'énergie bon marché, montée des eaux, modifications climatiques, baisse significative de l'espérance de vie... Il s'agit donc d'anticiper pour tenter d'amoindrir les coups, pour dégager le temps nécessaire à penser les conditions d'une vie meilleure après l'inévitable. Le catastrophisme est omniprésent dans cette démarche, mais il est assumé. Il est contrebalancé par la volonté d'**imaginer, et de commencer à mettre en œuvre, des solutions permettant une sortie par le haut**, car la fin d'un monde n'est pas la fin du monde.

L'échéance est estimée à 2030, période à laquelle, selon le GIEC, les changements climatiques devraient être apparents pour tous, et commencer à désorganiser gravement le système dominant : «... la Transition atteindra alors un point crucial. Dans ce contexte de débâcle les transitionneurs deviendront des ressources essentielles pour leur communauté et auront un rôle décisif à jouer dans les transformations sociales et politiques à l'échelle mondiale. Durant cette période charnière et chaotique, le mouvement de Transition devra cesser d'être transitoire et prendre le dessus pour s'ériger comme nouveau modèle de société viable. En attendant il faut agir ici et maintenant (Manuel de Transition p.179).

Concrètement plusieurs domaines sont d'ores et déjà explorés :

- La **recherche de l'autonomie énergétique** par la multiplication des systèmes reposant sur des énergies renouvelables, l'intensification des transports en commun, le développement des activités et des commerces de proximité, le recensement des possibilités d'économies. C'est ce que l'on appelle un « plan de descente énergétique ».
- La recherche de la **relocalisation** et de l'**autonomie** notamment **alimentaire**, par une réforme du foncier permettant de dégager des terres cultivables à l'intérieur ou à proximité du territoire de la commune.
- La création depuis 2006 de **monnaies alternatives locales** qui, pour l'instant adossées à la Livre Sterling, permettent de stimuler l'économie de proximité et créent dans le pays un élan de curiosité qui contribue à l'éveil des consciences.
- Aider les populations à **imaginer** ce que pourrait être la vie après l'effondrement. Psychologues, sociologues, philosophes, urbanistes... sont mobilisés afin d'organiser des débats, des sessions de formation, destinés à montrer comment cet événement pourrait receler un potentiel libérateur en redonnant un sens au travail, en nous libérant de l'emprise des multinationales et de la marchandise, de la tyrannie de la vitesse... Des questions importantes sont débattues comme par exemple « **comment arbitrer entre désirs et besoins ?** ».

Le réseau des villes en transition compte actuellement une centaine de communes au Royaume Uni ainsi que le comté du Somerset (l'équivalent d'une région française) et commence à essaimer au Canada, aux USA, au Japon, en Australie. Des initiatives pourraient aussi prochainement voir le jour en France dans la région de Grenoble. Un réseau mondial vient d'être créé rassemblant près de 700 initiatives, à des degrés divers d'élaboration qui échangent en permanence et, bien qu'évidemment encore très minoritaires, des élus locaux rejoignent le mouvement ou pour le moins le considèrent favorablement. Les points communs avec les « objecteurs de croissance » français sautent donc aux yeux et chacun aurait sûrement beaucoup à apprendre l'un de l'autre. Une différence essentielle pourtant : les TT ne se fondent sur aucune référence politique particulière bien que les animateurs proviennent le plus souvent de la gauche ou de l'écologie. Conscient des ambiguïtés qui pourraient naître, Rob Hopkins a récemment déclaré que la justice sociale était au cœur de la démarche de transition. De plus les transitionneurs estiment que l'antagonisme avec le système actuel va graduellement s'exacerber et « qu'à terme (2030) l'affrontement sera inévitable ».

Il est donc démontré qu'il est possible d'envisager sereinement une catastrophe majeure, et, à l'aide de la raison, d'imaginer des mesures fondées sur la **coopération** et le **partage** susceptibles d'y faire face, ce qu'aucun parti politique n'aurait osé faire vis à vis de ses électeurs. De plus un pas important est franchi puisque avec les TT la question écologique passe du niveau de la maison ou du quartier à celui de la « polis » toute entière. Enfin, si le pire devait se produire, c'est à dire un chaos généralisé, des lieux comme les TT pourraient constituer des centres de réflexion, de propositions, de ralliement, des bouées de sauvetage au milieu d'une mer déchaînée, un peu comme l'Abbaye de Thélème, utopie imaginée par Rabelais, formait pendant un temps femmes et hommes au « vivre ensemble », avant de les renvoyer dans le monde.

Voilà, mais il ne faut pas non plus être naïf : le mouvement est encore jeune, fragile, le risques de récupération immenses. Mais **ATTAC ne peut se désintéresser de ce mouvement** nouveau venu dans le paysage social, porteur d'une démarche qui me semble sous bien des aspects novatrice.

Une économie équitable est-elle possible ? **avec Elie Prévéral, de l'association Minga**

(notes prises par J-P Allétru, lors de la réunion publique organisée par Attac92 à Montrouge, le 6 janvier 2011)

Depuis 1999, Minga regroupe des entreprises (environ 70, parmi lesquelles Andines, importateur andin, ARCADIA, Cigales, finances solidaires, un imprimeur...), des associations et des particuliers (30 à 40 citoyens). Elle est à la fois une organisation professionnelle, défendant l'intérêt de ses membres, et une organisation politique, pour agir ensemble pour une économie équitable.

Minga veut dire « faire ensemble ».

C'est dans notre activité quotidienne qu'on fait de la politique.

Minga est passée de la notion de commerce équitable à celle d'économie équitable.

C'est un acte commercial qui définit le commerce équitable. Ce n'est pas seulement une question Nord/Sud, ce n'est pas de l'aide au développement (ce qui a des relents un peu « post-coloniaux »).

La question de l'équité est universelle.

On observe une alliance entre un mouvement caritatif (Max Havelaar, Oxfam, ...) et le mouvement capitaliste : le commerce équitable sert d'argument marketing pour des grands groupes.

Pour nous, il faut examiner **toute la filière** allant de la production à la commercialisation, en passant par le traitement, l'emballage, le transport, en permettant une juste rémunération des gens.

Au sens strict, le commerce équitable n'existe pas : à supposer qu'on maîtrise les conditions de production et de rémunération au départ et les conditions de commercialisation et de rémunération à l'arrivée, on ne peut pas choisir le cargo qui assure le transport...

Il n'y a pas des formes de commerce qui seraient équitables (le boulanger du coin) et des formes de commerce qui seraient inéquitables (le supermarché) : nous voulons l'équité partout.

A Minga, il y a un SEL (système d'échanges local) ; un luthier ; des épicerie à Lyon (« du côté de la rue ») (il s'agit d'épicerie de quartier qui proposent des produits de producteurs à proximité de Lyon).

Minga exerce une activité de conseil, d'aide à la création d'entreprises, Minga accompagne une cinquantaine de projets chaque année.

Minga est un petit réseau qui a évolué. C'est un espace commun entre le monde professionnel et le monde citoyen.

Quels que soient nos métiers ou nos activités, nous considérons possible d'entreprendre sans exploiter le travail des hommes ou dégrader notre écosystème. Par la qualité de nos produits et de nos savoir-faire, en sélectionnant nos fournisseurs, nos lieux de vente, nos prestataires, nous expérimentons quotidiennement des alternatives à un capitalisme débridé.

Minga s'inscrit pleinement dans un mouvement mondial en faveur de la souveraineté des peuples et du respect de la biodiversité.

Minga a participé au mouvement social unitaire du 29 janvier 2009, et à la mobilisation contre la réforme des retraites.

Courrier des lecteurs :

C.V. (à la suite du propos de Gérard Duménil) : Les cadres ont commencé à voter 50/50 vers la fin des années 90, et ont majoritairement voté pour la Gauche aux derniers scrutins, plus que les ouvriers...

Je rappelle la tendance au désengagement des cadres vis-à-vis de l'entreprise (du CAC40), la gestion par le stress. Même la CGC évolue (cf dernier conflit).

Agenda

3 février	Montrouge	La démocratie , aspiration universelle, mais aussi construction laborieuse et toujours perfectible <i>Réunion-débat, avec Bernard Blavette,</i>
10 février	Clamart	20 h 30, Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand Loi sur les retraites , on en a beaucoup parlé, mais qu'est-ce que ça change concrètement ? 20h30 à la salle bleue de la Maison des Sports (plan). Que chacun puisse se faire son avis à partir du texte définitif et des premières circulaires et les premiers décrets d'application... La loi commence à s'appliquer au 1er juillet 2011 : 4 mois de mois de travail supplémentaire. Ce n'est pas une réunion publique, mais une réunion d'adhérents ouverte au public. http://attac92clamart.free.fr/autre/spip.php?article409

Organisation d'ATTAC 92

Siège social : 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes attac92@attac.org

Site internet : <http://www.local.attac.org/attac92> (Jean-Louis Montel) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac.org Secrétaire : Michel Fenayon secretaire.attac92@attac.org

Vice-secrétaire : Sophie Maloberti Trésorier : Hubert Guérinet

CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval Groupe communication : Hubert Guérinet, Christian Hamon, Cyril Pocréaux

Fichier : Nicolas Lasman, Jacques Pinoteau Correspondant Electronique Local Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux Asnières : Guy Rodary Clamart : Eric Colas Antony : Cécile Ganeval; Benjamin Ball

Colombes : Bernard Kervella Rueil-Malmaison : Cyril Pocréaux Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Courbevoie : Annie Reynaud Montrouge : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas ; Marjorie Gaudemer Genevilliers : Nelly Viennot

Plus que jamais, Attac place cette nouvelle année sous le signe des mobilisations. Depuis le Forum social mondial de Dakar jusqu'au G20 de Cannes, Attac sera sur tous les fronts pour porter les analyses et les alternatives qu'elle promeut depuis des années.

Si vous êtes adhérent, nous vous invitons à vous mobiliser à nos côtés tout au long de l'année.

Si vous ne l'êtes pas encore, rejoignez nous !

Bulletin d'adhésion 2011

NOM (en capitales) : PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance : Profession :

Adresse : Code postal : Ville : Pays : Téléphone fixe :

..... Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2010 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35 €	de 1 200 à 1 600 € : 48 €
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

Jeffectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)